

PRN LIVES

SUR LE FIL DE NOS VIES

APRÈS DOUZE ANS D'EXISTENCE, LE **PÔLE DE RECHERCHE NATIONAL LIVES** PASSE LE RELAIS AU CENTRE LIVES AFIN DE POURSUIVRE LA RECHERCHE SUR LES PARCOURS DE VIE ET LES VULNÉRABILITÉS DE LA POPULATION SUISSE. PORTRAIT.

Illustrations du dossier: Tom Tirabosco







Éric Widmer

Professeur au Département de sociologie de la Faculté des sciences de la société et codirecteur du PRN Lives.

Formation : Il obtient sa thèse en sociologie à l'Université de Genève en 1995. Il poursuit par un séjour postdoctoral aux États-Unis entre 1996 et 1999, à l'Université de Pennsylvanie puis à celle de Californie.

Parcours : Dès 2006, il dirige le Centre lémanique d'étude des parcours et modes de vie (Pavie), l'ancêtre du PRN LIVES dont il sera le co-directeur. Il est nommé professeur ordinaire au Département de sociologie à l'Université de Genève en 2007.

Un jour ou l'autre, nous pouvons toutes et tous nous retrouver dans une position de vulnérabilité à la suite d'un de ces coups du sort dont la société postindustrielle a le secret : perte d'emploi, divorce, maladie, guerre, etc. La fragilité face à l'existence est une composante indissociable de la condition humaine. Et si elle n'est pas réservée à certains groupes sociaux, nous ne disposons pas toutes et tous des mêmes ressources pour appréhender ou surmonter de telles épreuves. Ces inégalités interindividuelles face à l'adversité ou simplement face aux transitions qui ponctuent l'existence se forment, se creusent ou se combinent tout au long du parcours de vie. En se fixant comme objectif d'étudier ces trajectoires humaines, c'est donc bien de nous tous et toutes que parle le Pôle de recherche national (PRN) Lives – « Surmonter la vulnérabilité : perspective du parcours de vie » – qui s'achève officiellement à la fin de l'année. De nous à travers le temps, dans toutes les dimensions de l'existence et dans toutes les directions où celle-ci peut nous mener. Hébergé par les universités de Genève et de Lausanne, ce programme ambitieux a généré en douze ans d'activités plus de 1500 publications scientifiques (*lire aussi l'encadré en page 29*). Issus d'une coopération étroite de chercheuses et chercheurs venus de la psychologie, de la sociologie, de l'économie et de la démographie, rattachés au sein des universités de Lausanne, Genève, Berne, Fribourg et Zurich ainsi que de la Haute École spécialisée de Suisse occidentale, les principaux résultats du PRN sont présentés dans un livre* qui regroupe quelque 40 contributions originales et qui vient de paraître. Présentation avec le codirecteur du PRN Lives, Éric Widmer, professeur au Département de sociologie (Faculté des sciences de la société).

Campus : Est-ce que l'étude des parcours de vie est une discipline nouvelle ?

Éric Widmer : Oui, c'est une approche récente et en plein développement (*lire aussi l'encadré ci-contre*). En Suisse, jusqu'à la fin des années 1990, personne n'en parlait ou presque. Les sociologues s'intéressaient bien sûr aux différents aspects de la vie mais ils le faisaient soit à partir

d'observations à court terme, soit en se limitant à certains domaines ou phases de l'existence. Or, pour comprendre un parcours de vie, il est nécessaire de l'étudier dans toutes ses dimensions (familiales, professionnelles, migratoires, de santé...), à tous les niveaux (celui des relations intimes et de la personnalité, celui des réseaux de connaissances plus larges et celui des politiques sociales...) et dans toutes les directions possibles (croissance, déclin, stabilité...) où il peut se développer à travers le temps. On peut ainsi observer et comprendre comment ces trajectoires sont influencées par des transitions de vie (entrée dans l'âge adulte, dans la parenté, arrivée à la retraite...), par

des événements souvent inattendus (perte de l'emploi, maladie) ou encore par ce qu'on appelle des effets de période (crise économique, pandémie, guerre...). Et saisir comment les individus, en fonction de leurs ressources sociales, économiques, psychologiques, réagissent à ces défis et à ces stress.

Comment s'y prend-on pour étudier des parcours de vie ?

Le PRN Lives a beaucoup fait appel à ce qu'on appelle des études de cohortes. Il s'agit d'études dites longitudinales qui sont

composées de centaines ou de milliers de participants et de participantes que l'on suit durant quinze ou vingt ans, voire plus selon les cas, et que l'on soumet à intervalles réguliers à des questionnaires approfondis sur les aspects fondamentaux de leur existence. Nous avons nous-mêmes lancé de telles études de cohorte dans le cadre du PRN Lives et, pour profiter d'un plus grand recul, nous en avons aussi exploité certaines qui existaient déjà.

Quelles sont les différences entre ces multiples cohortes ?

Il y en a de toutes sortes (*lire l'encadré en page 22*). Pour prendre que quelques exemples, il y a notamment celle qui rassemble des couples, que j'ai contribué à mettre sur pied en 1998 avec Jean Kellerhals, ancien vice-recteur de l'Université de Genève, et René Levy, professeur à l'Université de Lausanne. On peut citer aussi Le Panel suisse de ménages qui compte presque 10000 ménages suisses, Vivre/Leben/Vivere (VLV)



D'après une photo
de Dorothea Lange
de 1936.

LES PARCOURS DE VIE, UNE APPROCHE RÉCENTE

Les premières études ayant porté sur les parcours de vie sont celles de Glen Elder, professeur à l'Université de Caroline du Nord et docteur honoris causa de l'UNIGE depuis 2012. Le sociologue américain a écrit en 1974 *Les enfants de la Grande Dépression, changement social dans l'expérience de vie*. Il y retrace les résultats de l'étude de deux cohortes de jeunes Américains âgés d'une dizaine

d'années pour les premiers et de 2 ou 3 ans pour les seconds durant la crise économique de 1929. Glen Elder a suivi ces personnes jusque dans les années 1980 et a essayé de déterminer les effets que la Grande Dépression et la Deuxième Guerre mondiale ont eus sur leur parcours de vie. Entre autres choses, il montre que les individus qui sont entrés à l'âge adulte durant une période difficile, en l'occurrence la Deuxième

Guerre mondiale, ont accumulé des failles qui se voient dans le temps en particulier dans les domaines professionnel et économique.

Glen Elder met cependant aussi en évidence le fait que certaines actions politiques ont permis de compenser ces lacunes dont a souffert cette cohorte sacrifiée par l'histoire. C'est notamment le cas de la G.I. Bill, une loi américaine adoptée en juin 1944 par

le Congrès des États-Unis, fournissant aux soldats démobilisés le financement de leurs études universitaires ou de formations professionnelles ainsi qu'une année d'assurance chômage.

qui a enrôlé plus de 4000 personnes âgées de plus de 65 ans, Parchemins qui se focalise sur la population des sans-papiers et bien d'autres encore.

Comment parvenez-vous à conserver les participants des cohortes sur des temps longs ?

Contenir l'attrition, c'est-à-dire la diminution des effectifs, représente un vrai défi. Nous tentons de fidéliser le plus possible les participants en les informant régulièrement des résultats des projets de recherche et en leur rappelant l'importance des études que nous menons. La diffusion de nos travaux dans les médias donne également un sentiment d'utilité sociale. Cela dit, avant d'essayer de les conserver, il faut commencer par recruter des participants. Et cette phase est une véritable gageure en Suisse, plus que dans d'autres pays, car le public est déjà très sollicité par des démarches commerciales et n'arrive pas toujours à les distinguer des études universitaires à but non lucratif.

Comment procédez-vous pour confectionner vos cohortes ?

Selon les cas, nous pouvons obtenir de la Confédération des listes d'adresses et de numéros de téléphone qui nous permettent de prendre contact afin d'organiser des entretiens (en présentiel, de préférence, mais récemment plus souvent en ligne à cause de la pandémie de covid). Pour atteindre les populations en situation de vulnérabilité, c'est plus compliqué. Il faut développer des partenariats avec des institutions publiques ou parapubliques s'occupant

des problématiques de ces populations. Certaines désirent en savoir plus sur les caractéristiques de leurs usagers ou bénéficiaires et sont donc ouvertes aux contraintes de la recherche. Nous avons aussi recours à une méthode d'échantillonnage dite «boule de neige» qui consiste par exemple à se rendre sur les lieux que la population visée fréquente et à y recruter directement certaines personnes qui nous en présentent d'autres et ainsi de suite. Il nous arrive également de passer par les professionnels qui s'occupent de ces gens. Bref, les études de cohorte en sciences sociales coûtent cher à mettre sur pied et sont difficiles à maintenir sur le long terme. Le financement du PRN Lives nous a beaucoup aidés dans ce domaine. Cela dit, nous ne travaillons pas seulement sur des cohortes. Nous faisons aussi appel à d'autres types d'études, nettement moins onéreuses.

Lesquelles ?

En plus des études quantitatives de type cohorte qui permettent d'observer les grandes évolutions factuelles dans une vie, nous avons également développé des études qualitatives, basées sur des approches dites narratives ou biographiques. Celles-ci sont menées sur des échantillons beaucoup plus petits mais permettent de mieux comprendre la logique dans laquelle se situent les acteurs de nos recherches. Elles donnent du sens aux expériences et aux projets de vie de ces personnes. Un exemple d'une telle étude est celle de Vanessa Fagnoli, chercheuse au Département de sociologie (Faculté des sciences de la

COHORTES SUR MESURE

Afin d'étudier les parcours de vie, le Pôle de recherche national Lives a recours à de nombreuses études longitudinales qui suivent de grands groupes de personnes sur de longues périodes. Florilège.



Vivre/Leben/Vivere: Cette étude, dirigée par le Centre interfacultaire de gérontologie et des vulnérabilités (Cigev), comprend plus de 4000 personnes âgées de 60 ans et plus, enrôlées lors de deux vagues en 2011 et 2017. Elle vise à étudier l'hétérogénéité et les inégalités dans les expériences de vie individuelles au

cours du vieillissement. L'objectif principal est d'analyser la composition de la population âgée, stratifiée par âge et par sexe, en fonction de la disponibilité et de la diversité des ressources qu'elle possède. Grâce à la comparaison avec des enquêtes antérieures similaires, réalisées sur des cohortes différentes en 1979 et 1994/1995, il a été possible de remettre en question l'idée générale mais trop simpliste d'un progrès continu du bien-être des personnes âgées.

www.centre-lives.ch/fr/lives-data-collections

Couples: Cette cohorte rassemble plus de 1500 couples représentatifs de la Suisse. Les participants et participantes ont été soumis-es séparément à des enquêtes en 1998, 2004, 2011

et 2017. Les questions qui leur sont posées portent sur des thèmes tels que le degré d'autonomie individuelle, l'organisation des tâches ménagères, la fréquence des pensées de séparation, la relation parent-enfant, le nombre d'amis et de réseaux, le fonctionnement psychologique ou encore le revenu.

www.centre-lives.ch/fr/lives-data-collections



société), portant sur une trentaine de mères séropositives. Grâce au développement des trithérapies, le sida est aujourd'hui une maladie « sous contrôle ». L'enquête qui retrace le combat de ces femmes contaminées souligne toutefois leur solitude et leur invisibilité au sein de la société mais aussi du système médical (*lire aussi Campus n° 145 de juin 2021*). Nous étudions également les trajectoires de vie à l'aide d'études dites rétrospectives. Dans ce cas, nous n'interrogeons qu'une seule fois les personnes et nous leur demandons de décrire toute leur vie de manière chronologique. Cette approche est plus économique mais elle a aussi des limites, notamment à cause des inévitables biais de mémoire. C'est pourquoi nous nous limitons à poser des questions sur des éléments très factuels en évitant de demander aux participants de reconstruire leurs projets de vie, leurs relations ou leurs problèmes d'il y a vingt ou trente ans que la mémoire risque d'avoir déformés.

Le PRN Lives s'intéresse en particulier à la vulnérabilité et aux liens de cette dernière avec les ressources des individus. Pouvez-vous donner une définition précise de ces notions ?

Oui. Un des apports du PRN est d'avoir précisé la notion de vulnérabilité dans une perspective de parcours de vie. Celle-ci se définit comme l'adéquation des ressources accumulées par l'individu dans son parcours avec les contraintes et le stress générés par les transitions, les événements et les périodes historiques qu'il rencontre ou dans lesquels il s'inscrit. Nous avons précisé cette définition et

« UNE ENQUÊTE QUI RETRACE LE COMBAT D'UNE TRENTAINE DE MÈRES SÉROPOSITIVES SOULIGNE LEUR SOLITUDE ET LEUR INVISIBILITÉ AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ ET DU SYSTÈME MÉDICAL »

d'autres dans un glossaire interactif et en constant développement qui définit de manière interdisciplinaire les notions les plus importantes et le plus fréquemment utilisées (*lire aussi l'encadré en page 27*). Nous distinguons par exemple les concepts de ressources et de réserves. En définitive, les réserves sont un type de ressources accumulées au fil du temps et activées au moment où l'on fait face à des événements critiques ou lors de transitions. Nous avons emprunté ce terme aux neurosciences où les « réserves cognitives » accumulées au cours de la vie permettent d'expliquer les différences d'une personne à l'autre dans l'évolution des maladies neurodégénératives. Dans un article de la revue *Nature Human Behaviour* en 2018, Stéphane Cullati, chercheur en épidémiologie sociale au Département de sociologie, Matthias Kliegel, professeur à la Section de psychologie, et moi-même avons repris et développé ce concept de réserves dans le cadre des sciences



Parchemins: Cette étude s'intéresse aux personnes de nationalité étrangère dites sans papiers du canton de Genève et à leur autoévaluation de leur santé et de leur satisfaction à l'égard de la vie. L'idée consiste à comparer les réponses d'un groupe de sans-papiers adultes qui remplissent les conditions pour demander un permis de séjour

(en l'occurrence ceux qui ont pu bénéficier de l'opération Papyrus qui a permis, entre février 2017 et décembre 2018, la normalisation de plusieurs centaines d'étrangers sans papiers) avec celles d'un groupe de sans-papiers qui ne les remplissent pas. Cette cohorte inclut 400 personnes.

<https://bmjopen.bmj.com/content/9/5/e028336.abstract>

Panel suisse des ménages: Intégrée au Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS) à l'Université de Lausanne, cette enquête longitudinale unique en Suisse interroge annuellement depuis 1999 tous les membres des ménages d'un échantillon aléatoire qui est suivi dans le temps. L'objectif principal du Panel suisse des



ménages est d'observer le changement social, notamment la dynamique de l'évolution des conditions de vie en Suisse. Il rassemble quatre échantillons enrôlés entre 1999 et 2020, totalisant désormais presque 10 000 ménages et 16 000 individus.

<https://forscenter.ch/projects/swiss-household-panel>

SHARE: Cette cohorte (dont l'acronyme signifie Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe) financée par l'Union européenne étudie les effets des politiques sanitaires, sociales, économiques et environnementales sur le cycle de vie des citoyens européens. Elle est centrée sur les individus de 50 ans et plus vivant en Suisse et dans 28 autres pays d'Europe (y compris Israël). Active depuis 2004, cette étude longitudinale totalise à ce jour plus de 530 000 interviews auprès de 140 000 personnes. Les données sont disponibles gratuitement pour l'ensemble de la communauté des chercheurs et chercheuses.

www.share-project.org/home0.html

sociales. Ce papier détaille notamment la manière dont chaque individu, par ses comportements et son interaction avec l'environnement, accumule progressivement des réserves et les conserve au cours de sa vie et comment celles-ci peuvent le protéger – ou pas – à des moments clés de son existence. Nous mettons également l'accent sur la notion de seuil dans la quantité de ces réserves, en dessous duquel le fonctionnement normal devient très difficile et où on risque de se retrouver en position de vulnérabilité.

De quoi sont faites ces réserves ?

Cette notion comprend bien sûr les capacités économiques des individus mais pas seulement. Elle englobe aussi la richesse des réseaux de liens familiaux, personnels, professionnels, etc. On peut également y ajouter une

« UNE SITUATION DE VULNÉRABILITÉ, DANS UNE APPROCHE DE PARCOURS DE VIE, PEUT ÊTRE COMPRISE COMME UN MANQUE DE RÉSERVES ET UNE CAPACITÉ RÉDUITE À LES RESTAURER »

dimension psychologique, comme le niveau d'estime de soi, le *self-mastery* (la capacité de contrôler ses propres désirs ou impulsions) ou encore les traits de personnalité (tels que l'extraversion, l'agréabilité, l'ouverture à l'expérience l'esprit consciencieux ou encore l'anxiété) dont certains, selon les cas de figure, peuvent représenter une ressource précieuse. Il ne faut pas oublier le capital santé qui comprend non seulement l'état de santé à un moment donné mais aussi la trajectoire de santé des individus ainsi que des questions d'accès et de légitimité du recours aux soins. L'accès à la mobilité est elle aussi une ressource personnelle

puisqu'elle représente un avantage dans le parcours de vie. On voit donc le potentiel énorme de la notion de réserve pour le travail interdisciplinaire si cher à notre université.

Qu'en est-il de la vulnérabilité ?

À ce propos, nous préférons parler de personnes en situation de vulnérabilité que de personnes vulnérables afin d'éviter toute stigmatisation. On peut, dans cette perspective, parler de situations « vulnérabilisantes » en ce qu'elles instituent un déséquilibre entre les réserves et contraintes individuelles. Une situation de vulnérabilité, dans une approche de parcours de vie, peut être comprise comme un manque de réserves et une capacité réduite à les restaurer. Cela met l'individu dans une position particulièrement précaire qui l'empêche d'éviter des facteurs de stress, d'y faire face et de s'en remettre ou de tirer profit d'opportunités. Et le fait de ne pas pouvoir restaurer ses réserves assez vite entraîne une probabilité grandissante de voir sa situation se dégrader davantage encore quand émergera un nouveau stress social. La vulnérabilité, tout comme les réserves, est un processus qui se construit progressivement sur l'ensemble du parcours de vie et résulte notamment de l'accumulation de désavantages. C'est pourquoi il devrait être idéalement observé dans son évolution sur l'ensemble du parcours de vie, de la naissance à la mort, ce qui est bien sûr empiriquement très difficile, voire impossible.

En quoi les transitions de vie représentent-elles un facteur de stress important ?

La transition à l'âge adulte correspond au passage de la dépendance économique, résidentielle et relationnelle aux parents à l'autonomie dans ces différents domaines. C'est un défi qu'il faut surmonter, ce qui est plus difficile pour les personnes à faibles ressources que pour d'autres. La retraite représente le départ du monde actif et nécessite de se reconstruire un nouveau rôle social tout en gérant une diminution potentielle des liens sociaux et donc de ses réserves. Le passage du 3^e au 4^e âge est lui aussi critique, puisqu'on passe alors d'une période de vieillissement en bonne santé à une phase dans laquelle les problèmes médicaux s'accumulent soudainement. On peut ajouter à ces transitions les événements dits « non normatifs » que sont le divorce, la séparation, le veuvage, la perte d'emploi, des problèmes de santé, l'entrée dans la parentalité, etc. De nombreuses études menées dans le cadre de Lives se sont penchées sur ces transitions.

Existe-t-il des déterminants forts du parcours de vie ? Certaines études affirment par exemple que le nombre de livres dans sa maison familiale permettrait de prédire



UN GLOSSAIRE POUR UNIFIER LES NOTIONS

Le Pôle de recherche national (PRN) Lives (« Surmonter la vulnérabilité : perspective du parcours de vie ») a créé un glossaire interactif définissant les notions qui sont utilisées dans la recherche afin que les scientifiques venus d'horizons différents puissent s'entendre sur les termes. Cette initiative, suggérée par le panel d'experts internationaux qui évalue chaque année les activités du PRN, est d'autant plus précieuse qu'un grand nombre de termes font partie du vocabulaire courant (ressources, liens familiaux, parcours de vie, vulnérabilité...) et qu'ils demandent à être définis de manière plus formelle.

Urs Richle, chargé d'enseignement au Centre interfacultaire de gérontologie et des vulnérabilités (Cigev), a développé une solution informatique qui permet aux chercheurs et chercheuses intéressé-es de contribuer de manière interactive au glossaire. Une vingtaine d'entrées sont actuellement rédigées (en anglais) de manière interdisciplinaire, de façon à croiser les perspectives entre les sociologues, les économistes, les démographes

ou encore les psychologues. On y retrouve, entre autres, les définitions du parcours de vie, des trajectoires, de la vulnérabilité, des réserves, des ressources, etc. Le glossaire est actuellement surtout utilisé par les chercheurs et chercheuses du PRN, qui n'ont pas besoin de réinventer la roue à chaque fois. Cet instrument de mise en cohérence conceptuel du PRN Lives est déjà disponible sur Internet. Les responsables du Pôle aimeraient désormais le faire connaître plus largement au niveau international.

<https://glossary.centre-lives.ch>

La trajectoire



La vulnérabilité



↑ La caillou dans la chaussure

La ressource



La réserve



avec assez de fiabilité le niveau de scolarité qu'atteindront les enfants ?

Le nombre de livres est une mesure en effet souvent utilisée pour évaluer rapidement quelque chose qui est beaucoup plus complexe. Elle renseigne surtout sur le climat intellectuel qui règne dans la famille d'origine et prend très probablement en compte le niveau d'instruction des parents, ce qui est une donnée importante. Mais guère plus. Cela dit, le PRN Lives ne cherche pas à extraire des déterminants uniques de développement des ressources à travers les temps. Il est plus réaliste de travailler sur l'interaction entre les différents types de ressources, ou de réserves. Il est vrai que les personnes qui naissent dans des familles pénalisées du point de vue éducatif et économique sont par la suite désavantagées dans leur parcours de vie. Mais en même temps, nous avons pu démontrer qu'il existe aussi beaucoup de plasticité dans les trajectoires individuelles. Dans un nombre significatif de cas, les individus ne suivent pas le déterminisme fixé par le milieu d'origine. Les parcours de vie sont en général plus complexes et moins linéaires qu'on ne le postulait au début du PRN. C'est certainement un peu frustrant de ne pas pouvoir s'appuyer sur un facteur unique qui expliquerait tout mais cela rend aussi nos recherches interdisciplinaires beaucoup plus intéressantes.

En 2019, vous avez créé le Centre suisse de compétence en recherche sur les parcours de vie et les vulnérabilités (ou Centre Lives). Quel est son rôle ?

Il garantit la continuation des activités du PRN qui se termine officiellement cette année. Le Centre Lives est le fruit d'une convention de partenariat signée entre les universités de Genève et de Lausanne et permet en particulier la poursuite, dans les décennies à venir, des études longitudinales de cohorte et d'accueillir tous les projets ayant une dimension de parcours de vie. L'antenne genevoise du Centre Lives, dont je suis le codirecteur, est hébergée au Centre interfacultaire de gérontologie et des vulnérabilités (Cigev). L'Université de Genève a la responsabilité de la gestion du programme doctoral qui est dispensé sur les deux sites et qui intègre des candidats internationaux.

Le Centre Lives a-t-il pour vocation de soutenir des études s'intéressant aux effets de la pandémie de Covid-19 sur les parcours de vie des jeunes adultes d'aujourd'hui ?

Oui, certaines des collectes soutenues par le PRN ont d'ailleurs inclus des collectes réalisées durant la pandémie de Covid-19. Il faudra un peu de temps pour en connaître les résultats qui seront très importants pour mieux comprendre les effets de période.

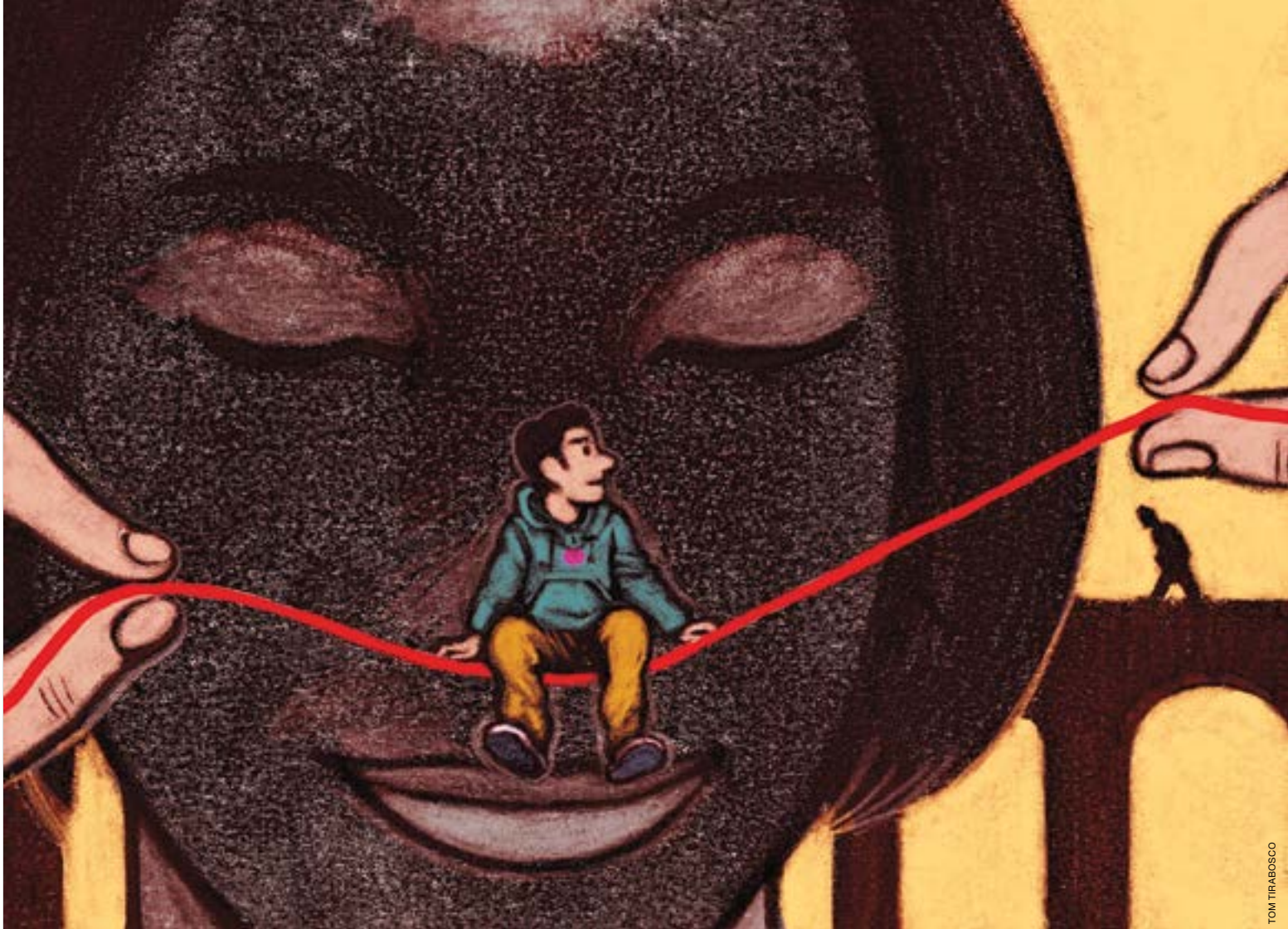
Dans le cas du Covid-19, à quel genre d'effets peut-on s'attendre ?

Ce n'est pour l'instant qu'une hypothèse mais on peut faire des analogies avec des travaux plus anciens qui ont porté sur les crises économiques (il n'y a pas eu tant de pandémies dans l'histoire récente des pays occidentaux et en particulier de la Suisse, sur laquelle porte principalement le PRN). Ces travaux ont notamment montré une plus grande perte de confiance dans les institutions chez les personnes qui étaient jeunes adultes durant une période difficile que chez les personnes plus âgées. Les individus qui entrent dans l'âge adulte au milieu d'une crise économique ont en effet

« C'EST UN PEU FRUSTRANT DE NE PAS POUVOIR S'APPUYER SUR UN FACTEUR UNIQUE QUI EXPLIQUERAIT TOUT MAIS CELA REND AUSSI NOS RECHERCHES BEAUCOUP PLUS INTÉRESSANTES »

moins accès à des emplois et à des expériences professionnelles au moment où ils devraient commencer à en avoir. Ils prennent alors « du retard » dans leur trajectoire de vie par rapport aux cohortes qui ont vécu cette transition dans un environnement plus favorable. Ils vont conserver cette lacune et il apparaîtra plus tard dans certaines étapes de la vie notamment en lien avec les positions professionnelles et économiques. Et cela influence de manière négative leur rapport aux institutions.

*« Withstanding Vulnerability throughout Adult Life – Dynamics of Stressors, Resources, and Reserves », par Dario Spini et Éric Widmer (éditeurs), Springer, 2022 (à paraître)



DEVENIR PARENT OU DIVORCER ACCENTUE LES INÉGALITÉS DE GENRE

Cela fait plus de vingt ans que les sociologues de l'Université de Genève s'intéressent aux couples et à la famille. Éric Widmer, professeur au Département de sociologie (Faculté des sciences de la société), a notamment mis sur pied avec Jean Kellerhals, professeur honoraire à la Faculté des sciences de la société, et René Levy, premier directeur du centre Pavie, ancêtre institutionnel du Pôle de recherche national Lives, une cohorte de 1500 couples suisses interviewés pour la première fois en 1998 et sur laquelle les recherches se poursuivent. Explications.

Campus : Qu'est-ce que vos travaux sur les couples vous ont appris ?

Éric Widmer : Nous avons notamment pu dégager cinq grands styles d'interaction dans le couple, plus ou moins égalitaires, plus ou moins fusionnels, plus ou moins ouverts sur le monde, etc. Notre analyse a permis de montrer

que certains modèles de couples étaient plus résilients à travers le temps que d'autres. Les plus « solides » sont ceux qui mettent en avant une répartition plus égalitaire des tâches et une ouverture sur l'environnement social tout en insistant sur la dynamique collective du couple et de la famille plutôt que sur l'individualisme. De manière générale, nous avons pu documenter les conditions qui font que les relations familiales peuvent devenir des ressources de résilience individuelle et de satisfaction face aux contraintes et au stress imposés par les transitions et les événements inattendus.

Est-ce que l'arrivée d'un enfant représente un stress social qui peut mettre la famille à l'épreuve ?

Oui et les parents disposent de ressources très inégales lorsqu'il s'agit de négocier cette transition dans de bonnes conditions. Nous essayons justement d'identifier quelles sont celles qui permettent de maintenir des

modèles de vie commune fondés sur l'égalité, l'ouverture et un équilibre entre groupe et individu. Ce qui est fascinant avec l'entrée dans la parentalité, c'est que malgré le fait que les deux membres du couple partagent des valeurs égalitaires, on voit (ré)émerger des modèles très genrés (c'est-à-dire avec une distribution inégalitaire des tâches entre les sexes) dès que des difficultés apparaissent dans la gestion de cette transition. On fait d'ailleurs l'hypothèse que le divorce a le même type d'effet.

C'est-à-dire ?

Le divorce est le premier facteur de pauvreté en Suisse, en particulier pour les femmes et les enfants. Il a aussi des effets très négatifs sur la relation entre les enfants et le parent qui n'obtient pas la garde et qui est souvent le père. Avec Michèle Cottier, professeure au Département de droit civil (Faculté de droit), nous avons d'ailleurs commencé une étude

**LE PÔLE DE
RECHERCHE
NATIONAL «LIVES»
EN BREF**



Institutions hôtes: universités de Lausanne et de Genève.

Directeurs: Dario Spini et Éric Widmer.

Budget: 126 millions de francs reçus entre 2011 et 2022 par le Fonds national pour la recherche scientifique, les institutions hôtes, des projets de recherche et des fonds tiers.

Durée: Douze ans, de 2010 à 2022.

Effectifs: Environ 200 chercheuses et chercheurs sont affilié-es au PRN Lives en 2022 auxquels il faut ajouter 250 alumni (anciennes chercheur/euses)

Recherche:

Le PRN a généré plus de 1500 publications scientifiques.

Il est également à l'origine de deux séries de publications vulgarisées adressées principalement aux professionnel·les et aux médias, *Lives Impact* (13 numéros) et *Social change in Switzerland* (28 numéros).

Enfin, un livre à paraître cette année encore fait le point des principaux résultats obtenus par les chercheurs et chercheuses du PRN Lives (*Withstanding Vulnerability throughout Adult Life – Dynamics of Stressors, Resources, and Reserves*, par Dario Spini et Éric Widmer (éditeurs), Springer

Formation:

Le programme doctoral de Lives a produit une centaine de thèses de doctorat.

Service à la cité:

Le PRN Lives a organisé et participé à plus de 150 événements, colloques, conférences permettant de partager avec les scientifiques, professionnel·les, autorités et le grand public.

Pérennisation:

Afin de poursuivre les travaux du PRN Lives au-delà de la fin du programme, les universités de Genève et de Lausanne ont créé en 2019 le «Centre suisse de compétence en recherche sur les parcours de vie et les vulnérabilités Lives» (www.centre-lives.ch). Il s'agit d'un centre interdisciplinaire, partagé sur les deux sites lémaniques, qui étudie les effets de l'économie et de la société postindus-

trielle sur l'évolution de situations de vulnérabilité par le biais d'études longitudinales et comparatives. Il vise à mieux comprendre l'apparition et l'évolution de la vulnérabilité ainsi que les moyens de la traverser pour favoriser l'émergence de mesures sociales et politiques inédites. Il rassemble quelque 200 chercheurs de nombreuses disciplines et possède une école doctorale qui propose une formation sur quatre ans.

sur la question des conventions de divorce et sur les circonstances dans lesquelles peuvent devenir un facteur d'inégalité de genre, au même titre que l'entrée dans la parentalité, ce qui est un phénomène largement inattendu et non conceptualisé par la recherche. Les conventions de divorce cherchent souvent à assurer l'égalité des conjoints à la sortie de leur union. On partage tout, chacun part avec la moitié des biens et refait sa vie de son côté. A priori, c'est une approche égalitaire. Mais en réalité, en procédant ainsi, le législateur ne prend qu'en partie en compte les parcours de vie d'avant la séparation, notamment professionnels, en n'anticipant pas leurs effets probables pour le futur. Très souvent, cette décision va placer la femme dans la position de devoir rapidement s'ajuster financièrement à la nouvelle situation alors que son parcours de vie antérieur rend cette adaptation beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît. Ces conventions de divorce créent aussi, en parallèle, une

vulnérabilité relationnelle chez les hommes (le plus souvent) puisque les avocats ou les juges estiment que la femme, étant la grande spécialiste du relationnel, doit conserver l'accès principal aux enfants. L'ex-mari est alors réduit à jouer les rôles secondaires dans ce domaine. À ce stade de nos recherches, nous faisons l'hypothèse que ces effets ne sont pas explicitement désirés par les avocats ou le législateur mais qu'ils influencent grandement les résultats effectifs de la séparation, tant du point de vue des trajectoires familiales que des trajectoires professionnelles ultérieures.

Quels autres stress menacent les couples ?

Il y en a évidemment beaucoup. Je peux en citer par exemple un que nous avons identifié avec Dario Spini, professeur à l'Université de Lausanne et directeur du PRN Lives. Dans un article paru dans la revue *Research in Human Development* en 2017, nous décrivons le phénomène des *misleading norms*, ou

normes trompeuses. Nous montrons que certaines normes sociales, qui sont largement suivies à certains moments du parcours de vie, deviennent contreproductives à d'autres moments. Par exemple, en Suisse, il existe aujourd'hui une norme dominante dans de nombreux milieux qui affirme qu'un enfant préscolaire a besoin de sa maman à la maison. Le problème, c'est qu'au moment de la transition vers la parentalité, cette conviction précipite les femmes dans le monde familial et les hommes dans le monde professionnel et ce, dans un pays, où les couples, en comparaison internationale, sont, en réalité, très instables. La Suisse connaît en effet un des taux de divorces les plus élevés des pays occidentaux. Il y a donc une sorte de déconnexion entre la centration normativement attendue des mères sur l'enfant en bas âge et la nécessité pour chaque adulte, quels que soient son genre et son état civil, d'assurer son indépendance économique.

VIEILLIR, Ô VIEILLIR

INTERNET FAIT DU BIEN AU CERVEAU DES MÂLES

UNE ÉTUDE SUR DES PERSONNES ÂGÉES MONTRE QU'UNE **UTILISATION FRÉQUENTE D'INTERNET** FREINE LE DÉCLIN COGNITIF. MAIS SEULEMENT CHEZ LES HOMMES DONT LES PRATIQUES EN LIGNE DIFFÈRENT DE CELLES DES FEMMES.



Andreas Ihle

Chercheur au Centre interfacultaire de gérontologie et d'études des vulnérabilités (Cigev)

Formation : Après des études en psychologie à l'Université de Dresde en Allemagne, il obtient sa thèse à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation à l'Université de Genève en 2013.

Parcours : En 2021, il est nommé collaborateur scientifique et devient responsable d'un groupe de recherche au Centre interfacultaire de gérontologie et d'études des vulnérabilités (Cigev).

L'utilisation d'Internet engendre une stimulation à même de contribuer au maintien de la santé cognitive au cours du vieillissement.

C'est vrai, mais seulement chez les hommes. Telle est la conclusion surprenante d'une étude publiée le 2 juin 2020 dans *Scientific Reports*. Selon les auteurs, dont le premier est Andreas Ihle, chercheur au Centre interfacultaire de gérontologie et d'études des vulnérabilités (Cigev), bien que ce résultat puisse être interprété comme étant spécifique au sexe, il est plus probable que les activités sur Internet auxquelles se livrent les hommes sont d'un type différent de celles des femmes et que les premières contribuent plus fortement à l'accumulation d'une réserve protégeant contre le déclin cognitif que les secondes.

Réalisée dans le cadre du Pôle de recherche national Lives, cohébergé par l'Université de Genève, cette étude se base sur des informations récoltées auprès de 897 personnes âgées de 65 ans et plus qui ont répondu à deux vagues d'enquêtes sur tous les aspects de leur vie en 2011-2012 puis en 2017 dans le cadre de l'étude de cohorte Vivre-Leben-Vivere (VLV, lire aussi l'encadré en page 22).

Au cours des deux séances, les capacités cognitives des participantes et des participants ont été évaluées à l'aide d'une série de tests. La vitesse du traitement cognitif a ainsi été mesurée dans une tâche consistant à relier au stylo le plus rapidement possible, de manière croissante et sans erreurs les chiffres de 1 à 25 distribués aléatoirement sur une feuille. Quant à la flexibilité cognitive, elle a été estimée dans un test similaire mais comprenant les chiffres de 1 à 13 qu'il a fallu relier dans l'ordre croissant en alternance avec les lettres de A à L (c'est-à-dire 1-A-2-B-3-C...).

Déclin cognitif Après avoir tenu compte des autres facteurs connus pouvant avoir une influence sur le score obtenu par les participantes et participants (le niveau cognitif de base, les maladies chroniques, l'âge, les activités de loisir, l'éducation et les professions passées), l'analyse montre qu'une utilisation plus fréquente d'Internet lors de la première vague de collecte de données permet de prédire un déclin

cognitif plus faible entre la première vague et la deuxième. Mais le phénomène n'est statistiquement significatif que chez les hommes.

L'étude VLV s'est contentée de demander à quelle fréquence les participants utilisent habituellement Internet sur une échelle de cinq points allant de jamais à plus de trois heures par jour. Elle ne peut donc pas distinguer les pratiques entre individus selon leur sexe. Mais des études antérieures se sont intéressées à ce sujet en particulier.

« Il ressort de ces travaux que les hommes âgés utilisent Internet pour des tâches plus variées, comme la recherche d'informations ou le règlement de problèmes administratifs, analyse Andreas Ihle. Les femmes âgées, quant à elles, s'en servent surtout pour communiquer avec des amis ou la famille. Les différences potentielles de complexité cognitive entre ces deux types de pratiques en ligne pourraient expliquer notre résultat. Ce dernier montre aussi que les normes sociales liées au genre déterminent le type d'activités dans lesquelles s'engagent les hommes et les femmes sur Internet (des pratiques plus variées et plus techniques pour les premiers, une communication avec ses proches pour les secondes) et, par conséquent, le degré de protection qu'elles peuvent offrir contre le déclin cognitif. »

Les jeux vidéo générés Ce travail ajoute une pierre à l'édifice naissant de la recherche sur l'usage des nouvelles technologies en général en fonction du genre. De nombreuses études sur des populations plus jeunes montrent en effet que la fréquence d'utilisation de la technologie (y compris Internet), le type de dispositifs technologiques utilisés ainsi que le contexte et le comportement d'utilisation diffèrent selon le sexe.

Entre autres, une méta-analyse récente portant sur des individus plus jeunes et menée par l'équipe de Daphné Bavelier, professeure à la Section de psychologie (Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation), montre que les jeux vidéo d'action exigeants sur le plan cognitif ont des effets plus importants sur le fonctionnement du cerveau que les jeux vidéo de simulation sociale ou de puzzle. Et il se trouve que les jeux d'action sont davantage pratiqués



par les hommes tandis que ceux de simulation sociale et de puzzle attirent plus facilement les joueuses.

Une autre étude encore montre que la différence qui existe entre les sexes dans la cognition spatiale (en faveur des hommes, là aussi) peut être pratiquement éliminée par la pratique d'un jeu vidéo d'action. Un entraînement de seulement dix heures peut pratiquement annihiler cette différence entre les sexes en matière d'attention spatiale et réduire simultanément la disparité entre les sexes dans la capacité de rotation mentale, un processus de plus haut niveau dans la cognition spatiale.

Un loisir qui protège Malgré cette différence entre les sexes, les auteurs de l'étude remarquent que l'utilisation d'Internet représente une activité de loisir stimulante sur le plan cognitif et qu'elle peut, en tant que telle, contribuer à l'accumulation de ce qu'ils appellent une réserve cognitive qui, à son tour, permet de préserver – ou de freiner le déclin de – la santé cognitive pendant la vieillesse. Dans une société où le nombre d'adultes atteignant un âge avancé augmente de manière constante tout comme le nombre de personnes souffrant de troubles cognitifs, c'est plutôt une bonne nouvelle.

« LES HOMMES ÂGÉS UTILISENT INTERNET POUR DES TÂCHES PLUS VARIÉES, COMME LA RECHERCHE D'INFORMATIONS OU LE RÈGLEMENT DE PROBLÈMES ADMINISTRATIFS »

La théorie élaborée par les scientifiques du PRN Lives suggère en effet que la stimulation cognitive tout au long de la vie, par l'éducation, le travail et l'engagement dans les loisirs, augmente la réserve cognitive des individus. Et

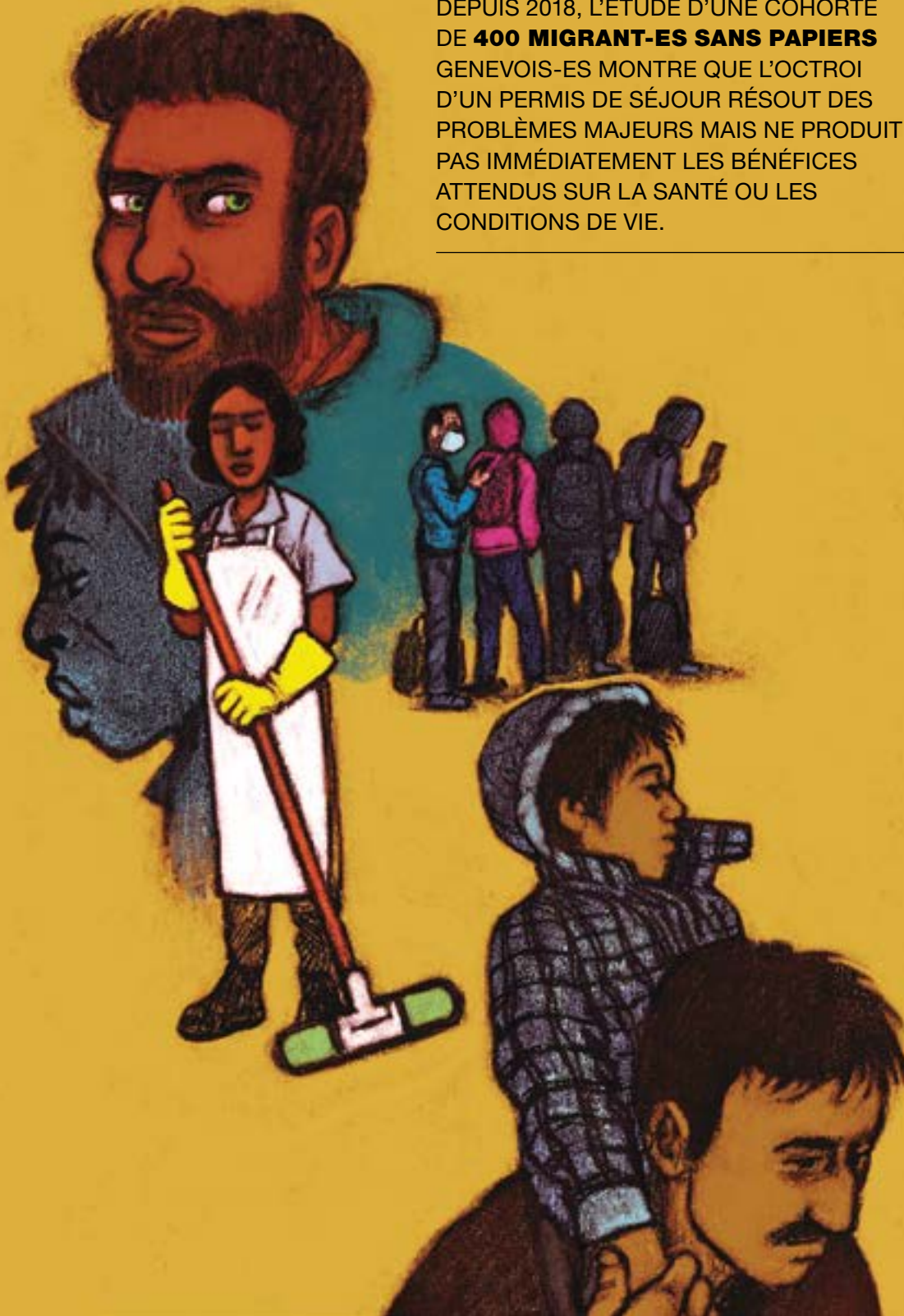
que les différences que l'on observe dans la capacité et les opportunités de chacun à accumuler ces ressources expliquent les différences dans la faculté à supporter la pathologie et le déclin lié à l'âge.

De nombreuses études ont apporté des preuves corrélationnelles soutenant cette théorie. Elles ont notamment montré qu'un niveau d'éducation plus élevé au début de la vie, des professions exigeantes sur le plan cognitif pendant la vie active et un engagement plus important dans les loisirs au milieu de la vie et à un âge avancé sont liés à de meilleures performances dans une grande variété de tests cognitifs évaluant, dans les vieux jours, la mémoire, la vitesse de traitement ou le contrôle attentionnel. Ces éléments contribuant à la réserve cognitive sont également associés à un risque plus faible de développer une démence au cours de son existence et, de manière générale, à une apparition plus tardive de la démence.

CLANDESTINITÉ

« PARCHEMINS » DÉCRYPTE LES EFFETS DE L'OPÉRATION « PAPYRUS »

DEPUIS 2018, L'ÉTUDE D'UNE COHORTE DE **400 MIGRANT-ES SANS PAPIERS** GENEVOIS-ES MONTRE QUE L'OCTROI D'UN PERMIS DE SÉJOUR RÉSOUT DES PROBLÈMES MAJEURS MAIS NE PRODUIT PAS IMMÉDIATEMENT LES BÉNÉFICES ATTENDUS SUR LA SANTÉ OU LES CONDITIONS DE VIE.



Claudine Burton- Jeangros

Professeure au
Département de
sociologie de la Faculté
des sciences de la société

Formation: Après des études en sociologie à l'UNIGE, elle est consultante dans le Programme global de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé en 1992 et effectue un séjour à l'Université du Texas à Houston en 1991. Elle obtient sa thèse en sociologie à l'Université de Genève en 2001.

Parcours: Elle est nommée professeure ordinaire au Département de sociologie en 2017. Elle occupe le poste de directrice du Département de sociologie entre 2014 et 2018 puis de vice-doyenne de la Faculté des sciences de la société entre 2018 et 2020.

S'il est un parcours de vie éprouvant, c'est bien celui des personnes sans papiers, arrivées depuis quinze ou vingt ans en Suisse, évoluant en marge des services sociaux et de santé, exposées aux abus, exploitées dans des emplois précaires et vivant dans le stress permanent de se voir expulsées de leur logement, voire du pays. Théoriquement, le fait de leur octroyer un permis de séjour devrait stabiliser leur situation et les aider à sortir de cette spirale infernale. C'est vrai, dans une certaine mesure, mais les effets positifs d'une telle régularisation sur la santé, les conditions de vie et la situation économique des migrant-es peuvent cependant prendre plus de temps que prévu avant de se faire sentir, notamment en raison de crises comme celle du Covid-19, et ils bénéficieront probablement surtout à la deuxième génération. C'est ce qui ressort d'une analyse préliminaire de l'étude longitudinale « Parchemins ». Menée depuis 2017 à Genève par des scientifiques du Pôle de recherche national Lives, celle-ci vient de récolter en mars 2022 sa quatrième et dernière vague de données.

Conduite par Yves Jackson, professeur assistant à la Faculté de médecine et responsable de la Consultation ambulatoire mobile de soins communautaires (Camsco) aux Hôpitaux universitaires de Genève, et Claudine Burton-Jeangros, professeure au Département de sociologie (Faculté des sciences de la société), Parchemins est une entreprise unique en son genre. C'est la première fois en Europe qu'une étude prospective d'une telle ampleur se propose de suivre durant plusieurs années une population échappant aux radars académiques et, par définition, difficile d'accès.

Lors de sa première campagne d'enquêtes menée en 2017-18, l'étude enrôle 464 personnes réparties en deux groupes. Le premier comprend des migrants ayant pu – ou étant sur le point de – bénéficier de l'opération genevoise Papyrus de régularisation des « travailleurs étrangers sans statut légal ». Le second compte des individus ne disposant d'aucun permis de séjour parce qu'ils ne souhaitaient pas ou ne remplissaient pas les critères pour participer à Papyrus (cette initiative est aujourd'hui terminée et a octroyé un permis à 2390 sans-papiers).

L'objectif consiste à soumettre ces personnes chaque année, durant quatre ans, à une enquête approfondie permettant de mesurer le déploiement dans le temps d'éventuels effets de la régularisation sur différents aspects de leur vie.

« La constitution de cette cohorte a, en elle-même, représenté une véritable gageure, souligne Claudine Burton-Jeangros. Nous avons bénéficié des contacts établis dans le cadre de la Camsco dont la tâche consiste justement à favoriser l'accès aux soins pour les personnes en situation précaire. Mais nous ne nous sommes pas contentés de recruter des volontaires via l'hôpital. Nous sommes aussi allés à leur rencontre grâce au soutien d'un réseau dense d'associations de terrain et de services administratifs. Et cela a demandé des milliers d'heures de contribution de la part

d'étudiant-es motivé-es dont le travail a été coordonné par Aline Duvoisin, chercheuse au PRN Lives. »

Dans les interstices des agendas Premier défi : gagner la confiance des migrants, ce qui s'est avéré la partie la plus délicate du processus. Ces personnes sont en effet très méfiantes envers les institutions publiques. Après que le groupe de recherche s'est fait connaître par différentes associations et contacts au sein des communautés et a pu apaiser les craintes, il a fallu rencontrer les individus eux-mêmes. Dans certains cas, jusqu'à cinq rendez-vous ont été nécessaires, parfois pour se voir finalement poser un lapin.

Le problème, c'est que ces personnes travaillent le plus souvent à l'appel. Elles passent leur temps dans le bus pour se rendre sur un lieu de travail qui peut varier d'un jour à l'autre selon des horaires parfois communiqués la veille. Les étudiants et les étudiantes ont donc dû faire preuve d'une grande souplesse pour se glisser dans les moindres interstices de ces agendas complexes. Une tâche d'autant plus ardue que l'entretien dure au moins une heure.

« Nous avons sélectionné un sous-groupe d'une quarantaine de participants qui nous a permis de réaliser une étude qualitative, précise Yves Jackson. L'idée était de cerner le profil, les aspirations, la motivation et l'expérience qu'ont vécue ces migrants durant cette transition de la clandestinité à la régularisation. En général, les personnes que nous avons interrogées se trouvaient déjà à la fin d'un long parcours migratoire qui a duré entre quinze et vingt ans. Celles que nous rencontrons sont donc en quelque sorte les survivantes d'un processus très sélectif. »

Pas de portrait type Résultat : il n'y a pas de portrait type du sans papiers à Genève – on estime qu'ils et elles sont entre 10 000 et 15 000 à Genève. L'étude fait néanmoins ressortir un profil dominant qui est celui d'une femme latino-américaine ou philippine, travaillant dans les tâches domestiques et ayant souvent laissé ses enfants aux pays. Une situation qui crée un type de famille transnationale de longue durée privée de contacts physiques à cause de l'impossibilité de voyager. Certains profils sont plus inattendus, comme les « jeunes explorateurs », qui tentent leur chance en Suisse pour échapper à un pays dangereux, pauvre ou dépourvu d'opportunités. On rencontre aussi des personnes plus âgées qui choisissent d'émigrer une fois sorties de la parentalité. Ce qui les rassemble, c'est le sens donné à leur démarche. Un sens, le plus souvent, économique. L'argent qu'elles arrivent à gagner en Suisse nourrit en effet leurs propres aspirations mais aussi celles de leurs proches, en Suisse ou ailleurs.

« LA CONSTITUTION DE CETTE COHORTE DE SANS-PAPIERS A, EN ELLE-MÊME, REPRÉSENTÉ UNE VÉRITABLE GAGEURE. »

LES MIGRANT-ES RÉCEMMENT RÉGULARISÉ-ES ONT DE LA PEINE À REDEVENIR CONCURRENTIELS DANS UN MARCHÉ DU TRAVAIL GENEVOIS TRÈS TENDU

Affaires Maudet et covid « Nous avons réalisé la deuxième enquête entre mars 2019 et février 2020, poursuit Claudine Burton-Jeangros. Le nombre de participants et de participantes a alors chuté de 18% pour n'atteindre que 379. Cette érosion est importante mais elle était prévue étant donné la nature instable de la population que nous étudions. »

Ce qui l'était moins, par contre, c'est, d'une part, l'affaire Pierre Maudet, conseiller d'État concepteur et responsable de l'opération Papyrus, contraint à la démission en 2020. Et, de l'autre, l'irruption, en 2020 également, de la pandémie de Covid-19. La première crise, qui s'est traduite par une perte du soutien politique, a freiné l'opération Papyrus et donné l'impression aux personnes en plein processus de régularisation d'être abandonnées à leur sort. Mais c'est surtout la seconde qui a bouleversé la population étudiée et le protocole scientifique de Parchemins.

« La population que nous suivions a été la première et la plus durement touchée par le confinement décidé en mars 2020, se souvient Yves Jackson. Tout le monde a vu les images des files d'attente interminables devant la patinoire des Vernets, initialement composées pour la plupart de sans-papiers, pour recevoir un panier de nourriture et de produits essentiels. La situation de ces personnes, déjà précaire, s'est en effet subitement péjorée davantage avec la perte de leur travail. Leurs employeurs habituels, obligés de rester à la maison, n'avaient plus besoin d'elles pour les tâches domestiques. Leur capacité à payer leur logement s'en est trouvée menacée, tout comme leur santé

et la petite sécurité financière que certains ou certaines avaient pu construire. »

Entre avril et mai 2020, les scientifiques ont donc sélectionné un sous-échantillon de leur étude pour mesurer, quasiment en direct, l'effet du confinement sur les conditions de vie et la santé des sans papiers ou en phase de régularisation (lire aussi l'encadré ci-contre).

Effets ambivalents En parallèle, les deux dernières vagues de collecte de données ont été réalisées en 2021 et en 2022. Les analyses sont encore en cours et les publications se succèdent. Plusieurs tendances se détachent déjà et semblent se confirmer de vague en vague.

« Nous avons observé que les travailleurs et travailleuses sans papiers expriment une satisfaction dans la vie significativement plus faible que ceux qui ont été régularisés, souligne Claudine Burton-Jeangros. Au-delà, la régularisation ne produit pas d'effets majeurs rapidement observables. Les changements sont plutôt lents, tant au niveau des bénéfices sur la santé que sur le revenu. La situation socio-économique des migrant-es

régularisé-es reste en effet difficile dans un contexte d'abondance générale. Leurs réactions sont ambivalentes. Si le permis B qu'ils et elles reçoivent règle un certain nombre de problèmes majeurs, il crée aussi de nouveaux stress. Il faut désormais payer les impôts et une assurance maladie, ce qui vient grever leur budget. De plus, le permis B doit être renouvelé tous les ans et il ne peut l'être que si, selon la nouvelle loi sur les étrangers, le ou la candidat-e ne bénéficie pas de l'aide sociale. »

Les premières études montrent d'ailleurs que la santé psychologique, déjà altérée par des années de cumul de stress, ne s'améliore pas vraiment dans les premières années après la régularisation. Par ailleurs, les migrant-es récemment régularisé-es, qui sont souvent qualifié-es mais ont travaillé en dessous de leurs compétences durant dix ou quinze ans de clandestinité, ont de la peine à redevenir concurrentiel-les dans un marché du travail genevois très tendu.

Après des années de séparation Le point positif principal de la régularisation est sans doute celui de la mobilité. Le fait de pouvoir de nouveau voyager autorise un peu de tourisme et, surtout, permet aux personnes de la même famille de se revoir physiquement, parfois après des années de séparation. Cela dit, le retour au pays est parfois tempéré par un certain nombre de désillusions. Le monde que l'on a quitté il y a longtemps et que l'on a petit à petit idéalisé dans son souvenir s'est en effet souvent transformé avec le temps au point de créer une certaine déception.

Au regard de ces résultats, les scientifiques font l'hypothèse que les bénéficiaires de la régularisation sur les conditions de vie et la santé mettront probablement plus de temps que prévu à se faire sentir et que c'est surtout la deuxième génération qui en profitera. La première génération, comme souvent dans les histoires de migration, est celle qui se sacrifie.

« Pour en avoir le cœur net, l'idéal serait bien sûr de pouvoir refaire une enquête sur la même population dix ans après le début de l'étude, suggère Yves Jackson. Mais notre financement s'arrête maintenant. Il faudrait en trouver un autre pour continuer. »

En attendant, un doctorant et une doctorante (Julien Fakhoury et Liala Consoli) consacrent actuellement leur thèse à l'étude Parchemins. Celle-ci fera l'objet d'une publication dans la collection *Sociograph* de l'Institut de recherches sociologiques de la Faculté des sciences de la société. Paru en avril, le texte est disponible en ligne en français et en anglais. Un symposium est également prévu en mars 2023 auquel les participant-es à l'étude Parchemins seront invité-es pour que les résultats de l'étude leur soient restitués. Pour nombre d'entre eux, raconter leur histoire aux scientifiques s'est en effet avéré une démarche importante, une façon de laisser une trace de leur parcours de vie qui, autrement, serait resté dans l'oubli. Pour Yves Jackson et Claudine Burton-Jeangros, la moindre des choses est de leur montrer à quoi cela a servi.



Yves Jackson

Professeur assistant à la Faculté de médecine et responsable de la Consultation ambulatoire mobile de soins communautaires des HUG

Formation: Après avoir achevé sa formation de spécialiste FMH en médecine interne générale, il obtient un diplôme de médecine tropicale à l'Université Mahidol, à Bangkok en Thaïlande, puis par un double Master de santé publique et de santé internationale à l'Université de New South Wales à Sydney en Australie.

Parcours: Il dirige depuis 2007 la consultation ambulatoire mobile de soins communautaires (Camsco) des HUG et, depuis 2018, l'Unité d'enseignement Immersion en médecine communautaire au sein de la Faculté de médecine. Il est nommé professeur assistant à la Faculté de médecine en 2021.

COVID-19: UN SANS-PAPIERS SUR QUATRE A CONNU LA FAIM

Une étude parue le 16 décembre dans la revue *Frontiers in Public Health* montre que les migrants et les migrantes ont été confronté-es à des difficultés « cumulatives et rapidement progressives » dans les domaines essentiels de la vie à la suite du confinement décidé par les autorités fédérales en mars 2020 pour contenir la pandémie du virus SARS-CoV-2.

Sur la base de 117 réponses à un questionnaire et de 17 entretiens, Yves Jackson, professeur associé à la Faculté de médecine et Claudine Burton-Jeangros, professeure au Département de sociologie (Faculté des sciences de la société), et leurs collègues ont pu observer que cette

population a présenté une prévalence élevée d'exposition au Covid-19, une mauvaise santé mentale et un évitement fréquent des soins de santé. En outre, la perte d'heures de travail et de revenus s'est conjuguée à une insécurité alimentaire et de logement fréquente. Dans ce groupe, environ une personne sur quatre a ainsi connu la faim.

Malgré ces besoins non satisfaits, la moitié n'a pas demandé d'aide extérieure pour des raisons qui varient selon le statut juridique. Les deux groupes étudiés, à savoir les migrants et migrantes récemment régularisé-es et les sans-papiers, ont estimé que demander de l'aide pouvait

représenter une menace pour le renouvellement ou une future demande de permis de séjour. Les migrant-es en situation régulière ont certes été moins affecté-es dans certains domaines du fait qu'ils et elles avaient accumulé plus de réserves auparavant. Ils et elles ont toutefois renoncé tout aussi fréquemment que les autres à des sources de soutien durant le premier confinement.



PERDRE SON JOB

L'EMPLOI IDÉAL. ET VITE!

LE CHÔMAGE EST UNE DES PLUS GRANDES CAUSES DE STRESS DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE. UNE ÉQUIPE DU PRN LIVES A DÉVELOPPÉ **UNE PLATEFORME INTERNET BASÉE SUR LES COMPÉTENCES DE BASE** QUI PERMET DE RÉDUIRE LE TEMPS NÉCESSAIRE POUR TROUVER UN EMPLOI.



Michele Pellizzari

Professeur de l'Institut d'économie et d'économétrie de la Faculté d'économie et de management

Formation : Il obtient deux thèses en économie en 2005, l'une à l'Université de Vérone, en Italie, l'autre à la London School of Economics and Political Sciences, au Royaume-Uni.

Parcours : Après avoir été professeur adjoint d'économie à l'Université Bocconi de Milan et responsable des études sur le bien-être à la Fondazione Rodolfo De Benedetti, il est nommé économiste à la Division de l'analyse et de la politique de l'emploi de l'OCDE. Il est nommé professeur ordinaire à l'UNIGE en 2013.

« **S**i l'on pouvait allouer à chacun l'emploi qui correspond de manière optimale à ses compétences, on pourrait augmenter considérablement le PIB. » Cette expérience

de pensée présentée par Michele Pellizzari, professeur de l'Institut d'économie et d'économétrie (Faculté d'économie et de management), relève sans doute de l'utopie. Mais elle permet d'illustrer – en l'exagérant – l'expérience de terrain que lui et ses collègues de l'Université de Lausanne ont menée auprès des demandeurs et demandeuses d'emploi du canton de Neuchâtel. Cette étude, qui doit encore être publiée, a en effet consisté à proposer aux chômeurs, via une plateforme spécialement conçue pour cela, des jobs non pas en fonction de leurs envies ou du poste qu'ils occupaient avant mais de leurs compétences de base, qui ont été testées au début de l'intervention. Les résultats montrent qu'une telle approche augmente d'environ 10% la vitesse de sortie du chômage. Les auteurs souhaitent désormais confirmer ce résultat en répétant l'expérience dans le canton de Vaud.

« Nous sommes partis du constat que les demandeurs et demandeuses d'emploi cherchent en général un nouveau poste dans le métier qu'ils et elles exerçaient avant de se retrouver au chômage, pose Michele Pellizzari. Cette stratégie n'est pas forcément la bonne. En effet, si on perd un emploi, c'est souvent parce qu'il n'était pas adapté ou parce que le métier est en voie de disparition, remplacé par des machines ou déplacé dans d'autres pays où la main-d'œuvre est moins chère. Dans ces deux cas de figure, assez fréquents, mieux vaut chercher ailleurs. Nous en avons discuté de manière informelle avec des collègues en psychologie et en informatique et c'est ainsi que nous avons imaginé cette étude qui s'inscrit dans le cadre du Pôle de recherche national Lives. »

Douze compétences de base Pour la mener à bien, près de 600 demandeurs et demandeuses d'emploi ont été enrôlés et suivis durant un an. Toutes et tous ont passé un test psychologique visant à évaluer 12 compétences dites de base dont, entre autres, la capacité d'autocontrôle, la tolérance au stress, le leadership, la gestion du temps ou encore la mémorisation.

« Il existe également depuis longtemps une taxonomie de la plupart des métiers existants et pour lesquels nous connaissons les principales compétences nécessaires, précise Michele Pellizzari. L'idée de notre étude consiste à comparer les compétences des demandeurs/euses d'emploi avec celles requises par les emplois à disposition et de trouver la ou les combinaisons optimales. Pour ce faire, nous avons développé, avec l'appui d'informaticiens/ennes, une plateforme interactive sur Internet spécialement dédiée à cela. »

Cette plateforme présente, par défaut, les emplois vacants (obtenus grâce à une collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie) avec en tête ceux dont les compétences exigées sont les plus proches de celles de chaque candidat-es. Les programmes de recherche d'emploi déjà existants se basent, eux, sur des paramètres que le chômeur entre lui-même et qui, souvent, l'amènent à trouver le même métier qu'avant. Un automatisme que les scientifiques cherchent justement à éviter dans la mesure du possible.

Pour compléter le dispositif, l'expérience conçue par les scientifiques du PRN Lives comprend également un entraînement cognitif visant à préparer le ou la candidat-e à accepter une nouvelle orientation professionnelle. La perte d'un emploi représente en effet un des plus grands stress sociaux de notre époque, certains le placent même avant le divorce dans sa capacité à entamer le capital bonheur. Celui ou celle qui se retrouve au chômage est donc souvent démoralisé-e et peut voir ses capacités cognitives baisser. Il ou elle peut alors renoncer à prendre des risques, réduisant à néant l'effet que l'étude genevoise cherche justement à mesurer.

Sortie du chômage plus rapide Afin de pouvoir comparer les différents cas de figure, les participantes et les participants ont été divisés aléatoirement en quatre groupes de taille égale. Le premier, qui est le groupe contrôle, n'a eu droit à aucun traitement de faveur. Le deuxième a eu accès uniquement à la plateforme, le troisième seulement à la préparation psychologique et le quatrième aux deux innovations.



Les groupes ont été suivis durant 24 semaines. Toutes les actions réalisées sur la plateforme, jusqu'au moindre clic, ont été enregistrées. Les scientifiques ont également pu avoir accès à toutes les données administratives des participantes et des participants (avec leur accord) durant ce laps de temps afin de savoir quand ils et elles ont trouvé du travail et de quel type.

« Nous avons pu montrer que, par rapport au groupe contrôle, les membres des trois autres groupes sont sortis du chômage plus rapidement, note Michele Pellizzari. Nos statistiques ne sont toutefois pas assez robustes pour pouvoir différencier les trois groupes entre eux de manière véritablement fiable. C'est pourquoi nous voulons réitérer l'expérience dans le canton de Vaud, où nous pourrions potentiellement rassembler un échantillon plus important. »

Trop de choses à la fois Les résultats, même partiels, laissent cependant entrevoir quelques nuances entre les trois groupes. Et, de manière assez surprenante, ce n'est pas le quatrième groupe qui obtient le meilleur score. Selon l'économiste genevois, il se pourrait que le fait de demander trop de choses à la fois aux gens (un entraînement psychologique en plus de l'utilisation d'une nouvelle plateforme) ait pour conséquence qu'aucune des tâches ne soit finalement accomplie de manière satisfaisante.

Il en ressort que le groupe le plus efficace pour sortir du chômage est le troisième, à savoir celui qui ne propose que la formation cognitive. Ce qui renseigne davantage sur l'état d'esprit peu reluisant des chômeuses et des chômeurs que sur la valeur intrinsèque de la plateforme.

Par ailleurs, l'étude montre aussi que les personnes ayant utilisé la plateforme cherchent en moyenne les emplois qui sont les plus proches de leur profil de compétences. Surtout lorsque leur travail d'avant en était particulièrement éloigné. Ce résultat est intéressant dans le contexte de la Suisse, où la formation professionnelle est très importante et où, pour cette raison, les services de l'emploi ont tendance à encourager les demandeurs d'emploi à rester dans le même secteur professionnel.

Rester dans la même branche Bien entendu, dans l'échantillon de chômeurs/euses neuchâtelois-es se trouvent aussi des personnes qui ont perdu d'excellents emplois et pour lesquelles il est judicieux de rester dans la même branche. Sur elles, la plateforme n'a eu presque aucun effet.

« De manière plus générale, il existe une proportion de sans emploi qui n'a pas besoin de beaucoup d'aide pour trouver un nouvel emploi, commente Michele Pellizzari. Une stratégie assez commune dans plusieurs pays consiste d'ailleurs à développer et à utiliser des outils simples, en ligne et bon marché pour orienter rapidement ces personnes-là afin de libérer du temps aux conseillers en personnel pour qu'ils puissent consacrer plus d'énergie aux cas les plus difficiles. Notre plateforme s'inscrit dans cette logique. Nous aimerions d'ailleurs profiter de l'étude plus vaste que nous préparons dans le canton de Vaud pour tenter de mesurer à quel point notre plateforme et la formation cognitive que nous proposons libèrent du temps aux conseillers et bénéficient ainsi indirectement aux membres du groupe de contrôle. »